

La coparentalité : restons vigilants !

La loi du 4 mars 2002, relative à la résidence alternée, permet à chaque parent d'accueillir leurs enfants de manière paritaire et vice versa permet à chaque enfant de profiter équitablement de ses parents.

Cette décision de jugement appartient exclusivement au Juge aux Affaires Familiales, seul habilité à trancher avec comme unique but : « **Le Bien-être de l'Enfant** ».

Avant cette date, il suffisait que la mère engendre une situation conflictuelle, pour voir tout espoir à un père d'exercer son rôle de parent à part entière s'envoler !...

Souvent dans ce cas, et par principe, le juge accordait à la mère un droit de garde quasi-exclusif laissant au père le misérable droit de voir ses enfants seulement un week-end sur deux et surtout le devoir de payer la pension alimentaire dans les temps...

Le père n'était donc dans ce cas qu'un compte en banque, tant pour son ex-femme que pour ses enfants, des enfants qu'il gâtait déraisonnablement pour compenser leur absence.

Pour les pères qui se battaient afin qu'on les reconnaisse en tant que tels, cette loi du 4 mars 2002 est une avancée significative : les enfants n'étant plus l'enjeu de la discorde et s'éloignant par conséquence du cœur du problème, ils s'en trouvent soulagés.

Même si l'on ne peut pas parler de bien-être pour des enfants dont les parents se séparent, on réduit ainsi de manière significative leur mal-être en leur permettant de profiter de l'éducation et de l'amour de chacun des deux parents, deux conditions nécessaires à leur équilibre.

Pourtant aujourd'hui, le résultat n'est pas aussi idyllique qu'il y paraît car il suffit que la mère (qui se doit de renoncer à la traditionnelle pension alimentaire ainsi qu'à une partie des avantages sociaux liés à la présence des enfants à son domicile) redouble de coups bas contre le père pour tenter ainsi de mettre à mal le principe de la coparentalité et donc de tenter de remettre en cause ce mode de fonctionnement paisible. Au détriment du « **Bien-être de l'Enfant** » !...

Restons donc vigilants !

Matthieu Gellens, Administrateur, 2004.